18 DEC 1978

ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre des Finances, le 8 septembre 1978, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "relatif aux entrepôts douaniers et au dépôt temporaire", a donné le 21 novembre 1978 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 8e september 1978 door de Minister van Financiën verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "betreffende de douane-entrepots en de tijdelijke opslag", heeft de 21e november 1978 het volgend advies gegeven :

OBSERVATIONS GENERALES.

Le projet utilise certains termes qui sont d'une acception usuelle au sein de l'Administration des douanes mais qui mériteraient d'être définis en tête du projet, à l'instar de ce qui a été fait par l'article 4 de la loi générale sur les douanes et accises.

De l'accord du fonctionnaire délégué, le texte suivant est proposé :

"Article 1er.-

Il faut entendre dans le présent arrêté :

1° par agents : les agents des douanes et accises;

2° par receveur : le receveur des douanes ou le receveur des accises".

Le numérotage des articles devra être adapté à l'insertion de cette disposition en tête du projet.

+

Il a été signalé au Conseil d'Etat que le Ministre des Finances a l'intention de remplacer dans tout l'arrêté le mot "entreposeur" par celui de "receveur".

Il ne s'agit pas d'une modification de fond mais d'un amendement de forme inspiré par un souci de clarté car c'est le receveur des douanes ou le receveur des accises qui remplit la fonction d'entreposeur.

+

+ +

.../...

EXAMEN DES ARTICLES.

Article 1er (du projet).

Citer, dans les différents articles, la loi du 20 février 1978 sous le simple mot de "loi" risque de créer l'équivoque.

Il faut donc écrire dans l'article 1er :

"Sauf les cas prévus aux articles 34 et 47 de la loi du 20 février 1978 relative aux entrepôts douaniers et au dépôt temporaire, la déclaration à l'entrée en ... (la suite comme au projet)".

Dans les autres articles du projet la loi du 20 février 1978 doit être citée avec sa date; son intitulé peut être omis.

Article 2.

Il serait souhaitable que cette disposition vise expressément les étiquettes dont il est question aux articles 17 et suivants du projet.

Le texte ci-après est en conséquence proposé :

"Article 2.-
Le Ministre des Finances arrête le modèle des déclarations, registres, étiquettes et autres documents dont l'usage est prescrit par le présent arrêté".

.../...

Article 3.

A cet article, il serait préférable d'écrire :

"L'importation ou l'expédition à destination d'un entrepôt ... (la suite comme au projet)".

Article 4.

Le terme "intéressés" est imprécis. Puisque, selon les renseignements fournis au Conseil d'Etat, il désigne les entrepositaires, il serait préférable d'utiliser ce dernier mot.

Compte tenu, en outre, de quelques modifications de forme, le texte suivant est proposé :

"Article 4.-

Les frais de déchargement, de chargement, de déballage sont à la charge des entrepositaires. Ceux-ci sont tenus de fournir le personnel ouvrier nécessaire à ces opérations".

Article 5.

Il convient d'écrire :

"Les marchandises acheminées vers un entrepôt ...".

Article 7.

De l'accord du fonctionnaire délégué, le § 1er serait mieux rédigé comme suit :

.../...

"§ 1er. Les marchandises régulièrement admises en entrepôt public, particulier et fictif peuvent subir les manipulations usuelles décrites à l'annexe du présent arrêté".

Article 9.

De l'accord du fonctionnaire délégué, cette disposition serait mieux rédigée comme suit :

"Article 9.-
Les quantités indiquées par les agents sur les documents d'entrée sont inscrites en charge dans le compte".

Article 12.

La troisième phrase de cette disposition serait mieux rédigée comme suit :

"Les quantités de marchandises dont la sortie d'entrepôt a été constatée par les agents sont inscrites en décharge par le receveur sur le document prévu par l'article 23 ou par l'article 42. Ce document est ensuite restitué à l'entrepositaire".

Article 13.

La rédaction suivante est proposée pour le § 1er de cet article.

"§ 1er. Le compte est déchargé des quantités constatées à la sortie par les agents".

.../...

Le § 2 devrait être rédigé comme suit :

"§ 2. Lors des recensements en entrepôt, il n'est pas tenu compte des différences en moins qui sont inférieures : ... (la suite comme au projet)".

Article 15.

Cette disposition serait mieux rédigée comme suit :

"Article 15.-
Celui qui, après avoir déclaré des marchandises à destination d'un entrepôt public, désire en disposer pour l'une des autres destinations autorisées peut obtenir du receveur une dispense d'emmagasinage".

Article 18.

Le texte français de l'alinéa 3 serait mieux en concordance avec le texte néerlandais et mieux rédigé dans les termes suivants :

"Lors de l'enlèvement des marchandises, l'étiquette qui les concerne est retirée et conservée par l'agent magasinier".

Le texte néerlandais ne précise toutefois pas que l'étiquette est retirée et conservée par l'agent magasinier.

Article 19.

Tel qu'il est rédigé, l'alinéa 2 semble subordonner à une autorisation du receveur "la transcription des

marchandises au nom d'un autre entrepositaire avec ou sans mutation de magasin".

L'article 24 du projet semble, quant à lui, ne voir dans la formalité prévue à l'article 19, qu'une simple "déclaration" de transcription.

Il y a donc entre ces deux dispositions une discordance qui devrait être éliminée.

Au surplus, suivant l'article 22 de la loi du 20 février 1978 :

"Les marchandises déposées dans les entrepôts publics peuvent être transcrites au nom d'un tiers, conformément aux lois en vigueur.

La transcription sera faite par l'entreposeur sur la simple déclaration et acceptation des parties".

La disposition devrait être revue et sa portée précisée compte tenu de cette observation.

Si l'intention du Gouvernement n'était pas de subordonner la transcription à une autorisation, l'alinéa 2 serait mieux rédigé dans les termes suivants, en étant scindé en deux alinéas :

"Celui-ci autorise également le transfert des marchandises d'un magasin dans un autre.

En cas de transcription d'une partie des marchandises au nom d'un tiers, la partie cédée doit être distraite de l'ensemble et arrimée séparément".

.../...

Article 20.

L'alinéa 3 appelle, en tant qu'il vise des autorisations de transcription la même observation que celle qui a été faite à propos de l'article 19, alinéa 2.

Sous la même réserve qu'à l'article 19, le texte suivant est proposé :

"Article 20.-

Un agent magasinier est chargé par le receveur de tenir un portatif pour l'entrepôt entier ou, si le nombre ou l'étendue des magasins le rend nécessaire, pour quelques uns de ceux-ci seulement.

Ce portatif indique les entrées et les sorties ainsi que les transferts nécessités par des transcriptions ou des changements apportés à l'arrimage ou à l'emballage.

Les documents d'entrée, de sortie et de transcription, ainsi que les autorisations de transfert d'un magasin à un autre, de changement dans l'arrimage ou l'emballage, sont soumis au visa du magasinier".

Article 21.

A l'alinéa 4, le mot "opération" doit être remplacé par "vérification".

Article 22.

La première phrase serait mieux rédigée comme suit :

.../...

"A l'entrée en entrepôt public, les marchandises sont inscrites dans le compte au nom de l'entrepositaire, avec l'indication éventuelle du nom de son mandataire".

Article 24.

Sur le vu de la déclaration prévue par l'article 22 de la loi du 20 février 1978, le receveur opère la transcription.

Une observation a déjà été faite sous l'article 19 à propos de cette disposition.

Il semble en tout cas souhaitable de mentionner la déclaration visée à l'article 22, alinéa 2, précité de la loi du 20 février 1978.

Le texte suivant est proposé :

"Article 24.-
Sur le vu de la déclaration visée à l'article 22, alinéa 2, de la loi du 20 février 1978, le receveur opère la transcription dans les comptes et délivre une nouvelle reconnaissance de réception contre retrait de celle que l'entrepositaire primitif détenait.

Si la transcription ne comprend qu'une partie des marchandises, l'entrepositaire primitif conserve sa reconnaissance, au dos de laquelle le receveur annote la quantité faisant l'objet de la transcription".

.../...

Article 25.

A cet article, il y a lieu d'écrire :

"... des marchandises à la sortie, lesquels ...".

Article 28.

Dans le texte néerlandais, le préàmbule serait mieux rédigé comme suit : "Van ... : ".

Le 1° serait mieux rédigé comme suit :

"1° les marchandises saisies du chef d'infractions pour lesquelles l'Administration des douanes et accises a l'initiative des poursuites".

Article 30.

Au 3° et 4°, il serait préférable d'écrire : "atteint ou non" au lieu de "atteint ou n'atteint pas".

Article 31.

Au 3°, l'expression "une cession à l'intervention de la douane" est équivoque.

Selon les explications données au Conseil d'Etat, elle qualifie une cession qui a fait l'objet d'une transcription des marchandises entreposées au nom de l'acquéreur.

Dans ce cas, il serait préférable d'écrire : "une cession transcrite par le receveur".

Cette observation vaut également pour l'article 34, § ler, 2°, a, et § 2.

.../...

Article 33.

Au 1°, il serait préférable d'écrire :

"1° sauf marchandises déclarées à destination d'un entrepôt public ...".

Article 36.

Il serait plus exact de parler de droits de magasins perçus "indûment", ce qui correspond mieux à l'expression néerlandaise "ten onrechte".

Article 40.

Cette disposition serait mieux rédigée comme suit :

"Article 40.-

L'entrepositaire fait placer sur les marchandises des étiquettes et veille à la conservation de celles-ci".

Article 41.

Le texte suivant est proposé :

"Article 41.-

L'article 21 est applicable aux entrepôts particuliers".

.../...

Article 43.

Suivant les indications fournies au Conseil d'Etat, le destinataire s'identifie à l'entrepositaire. Il conviendrait, dès lors, d'utiliser ce dernier terme, d'ailleurs repris de l'article 5 de la loi du 20 février 1978.

Le texte suivant est proposé :

"Article 43.-
L'entrepositaire reconnaît l'entrée des marchandises dans l'entrepôt en souscrivant à cet effet une déclaration sur le document d'entreposage conservé par le receveur".

Article 47.

Cet article serait mieux rédigé comme suit :

"Article 47.-
L'article 43 est applicable aux entrepôts fictifs".

Article 48.

Le début du § 1er serait mieux rédigé comme suit :

"Pour les marchandises destinées à être mises en consommation, l'entrepositaire ... (la suite comme au projet)".

Le § 3 serait plus correctement rédigé comme suit :

"§ 3. La déclaration globale doit contenir toutes les indications nécessaires pour la décharge des quantités inscrites au registre de magasin et au compte d'entrepôt".

.../...

Article 51.

Au 2°, par souci de concordance, il y a lieu d'adopter la terminologie de l'arrêté royal du 17 janvier 1977 fixant les redevances à percevoir par la Régie des voies aériennes et de l'arrêté ministériel du 14 avril 1977 portant désignation des aérodromes douaniers. En conséquence, les mots "de Zaventem" doivent être omis.

Article 54.

Il conviendrait de rédiger l'abrogatoire comme suit :

"Article 54.-

Sont abrogés :

1° l'arrêté du prince souverain des Pays-Bas unis du 20 août 1814 portant création d'un entrepôt à Mons;

2° l'arrêté royal du 14 juillet 1843 qui crée à Termonde un bureau de déchargement, de payement et de vérification pour l'importation par mer et par rivière de diverses marchandises;

3° l'arrêté royal du 14 octobre 1843 qui désigne les bureaux où devront s'accomplir les formalités pour les importations, les exportations et le transit par la section du chemin de fer à la frontière de Prusse;

4° l'arrêté royal du 7 juillet 1847 portant règlement général sur le service des entrepôts de douane, modifié par les arrêtés royaux des 23 décembre 1879 et 14 février 1901, par l'arrêté du Régent du 17 août 1948 et par les arrêtés royaux des 30 avril 1952, 2 juillet 1957, 4 juillet 1958, 1er juillet 1965, 4 août 1967, 12 janvier 1970, 10 mars 1970, 30 mai 1974, 30 juin 1976 et 12 octobre 1976;

5° l'arrêté royal du 7 septembre 1865 portant création d'un entrepôt public et d'un bureau de douane, à Namur;

6° l'arrêté royal du 16 décembre 1872 qui est relatif à la création d'un entrepôt public de douane à Verviers;

7° l'arrêté royal du 27 janvier 1884 transférant au contrôleur des douanes à Anvers certaines attributions conférées à l'entreposeur de cette résidence, par le règlement général du 7 juillet 1847, sur le service des entrepôts;

8° l'arrêté royal du 3 septembre 1888 qui est relatif à la création d'un entrepôt public à Charleroi;

9° l'arrêté royal du 2 octobre 1892 qui est relatif à la création d'un entrepôt public et d'un bureau des douanes à Alost;

10° l'arrêté royal du 1er juin 1976 fixant le maximum des droits de magasin dans les entrepôts publics".

Le Conseil d'Etat croit devoir assortir cette propositon de deux observations :

1. Par souci de sécurité juridique, il est souhaitable que soient expressément abrogées toutes les dispositions précitées, même si certaines d'entre elles peuvent être jugées contraires à l'arrêté royal du 8 octobre 1900 et, par conséquent, abrogées par cet arrêté.

2. Le Conseil d'Etat n'a pas connaissance que des arrêtés royaux postérieurs à celui du 2 octobre 1892, créant et organisant des entrepôts déterminés, soient encore en vigueur.

ALGEMENE OPMERKINGEN.

Het ontwerp gebruikt bepaalde termen waarmee men bij de Administratie der douane vertrouwd is, maar die gevoeglijk vooraan in het ontwerp zouden kunnen worden omschreven, in navolging van hetgeen gedaan is in artikel 4 van de algemene wet inzake douane en accijnzen.

In overleg met de gemachtigde ambtenaar wordt de volgende tekst voorgesteld :

"Artikel 1.-

In dit besluit moet worden verstaan onder :

1° ambtenaren : de ambtenaren der douane en accijnzen;

2° ontvanger : de ontvanger der douane of de ontvanger der accijnzen".

Na invoeging van deze bepaling vooraan in het ontwerp behoren de artikelen te worden vernummerd.

+

Aan de Raad van State is medegedeeld dat de Minister van Financiën voornemens is het woord "entrepothouder" overal in het besluit te vervangen door "ontvanger".

Dat is geen wijziging ten gronde maar een vormwijziging ter wille van de duidelijkheid; het is immers de ontvanger der douane of de ontvanger der accijnzen die de taak van entrepothouder vervult.

+

+ +

.../...

ONDERZOEK VAN DE ARTIKELEN.

Artikel 1 (van het ontwerp).

Doordat in verscheidene artikelen naar de wet van 20 februari 1978 wordt verwezen met het enkele woord "wet", kan verwarring ontstaan.

In artikel 1 moet derhalve worden gelezen :

"Behalve in de gevallen bedoeld in de artikelen 34 en 47 van de wet van 20 februari 1978 betreffende de douane-entrepots en de tijdelijke opslag, moet de aangifte bij inslag in ... (voorts zoals in het ontwerp)".

In de andere artikelen van het ontwerp moet de wet van 20 februari 1978 met haar datum worden vermeld; het opschrift kan daar worden weggelaten.

Artikel 2.

Het verdient aanbeveling in deze bepaling uitdrukkelijk melding te maken van de etiketten waarvan sprake is in de artikelen 17 en volgende van het ontwerp.

Derhalve wordt voorgesteld de tekst als volgt te redigeren :

"Artikel 2.-

De Minister van Financiën bepaalt het model van de aangiften, registers, etiketten en andere documenten waarvan het gebruik door dit besluit is voorgeschreven".

.../...

Artikel 3.

In dit artikel kan beter worden gelezen :

"Invoer of verzending naar een entrepot geschiedt met het document ... (voorts zoals in het ontwerp)".

Artikel 4.

"Belanghebbenden" is een vage term. Daar hiermee, naar aan de Raad van State is verklaard, de entrepositarissen worden bedoeld, verdient het aanbeveling deze laatste term te gebruiken.

Mede met inachtneming van enkele vormwijzigingen, wordt de volgende tekst voorgesteld :

"Artikel 4.-

De kosten van lossen, laden en uitpakken komen ten laste van de entrepositarissen. Deze moeten het voor die verrichtingen nodige werkliedenpersoneel ter beschikking stellen".

Artikel 5.

Men leze :

"De goederen die naar een entrepot verzonden worden met het in artikel 3 bedoelde document, worden aan de ambtenaren ter verificatie aangeboden voor het vervullen van de reglementaire formaliteiten".

.../...

Artikel 7.

De gemachtigde ambtenaar is het ermee eens dat § 1 beter als volgt kan worden geredigeerd :

"§ 1. De goederen die regelmatig in openbaar, particulier en fictief entrepot zijn toegelaten, mogen de gebruikelijke behandelingen ondergaan die in de bijlage bij dit besluit zijn beschreven".

Artikel 9.

De gemachtigde ambtenaar is het ermee eens dat deze bepaling beter als volgt kan worden geredigeerd :

"Artikel 9.-
De hoeveelheden die door de ambtenaren zijn vermeld op de documenten betreffende de inslag worden in de rekening opgenomen".

Artikel 12.

De derde volzin van deze bepaling kan beter als volgt worden geredigeerd :

"De hoeveelheden goederen waarvan de uitslag uit entrepot door de ambtenaren is vastgesteld, worden door de ontvanger afgeschreven op het in artikel 23 of het in artikel 42 bedoelde document. Dat document wordt vervolgens aan de entrepositaris teruggegeven".

.../...

Artikel 13.

Voor § 1 van dit artikel wordt de volgende Franse tekst voorgesteld :

"§ ler. Le compte est déchargé des quantités constatées à la sortie par les agents".

De Franse tekst van § 2 zou als volgt moeten worden geredigeerd :

"§ 2. Lors des recensements en entrepôt, il n'est pas tenu compte des différences en moins qui sont inférieures : ... (voorts zoals in het ontwerp)".

Artikel 15.

Deze bepaling kan beter als volgt worden geredigeerd :

"Artikel 15.-
Hij die goederen heeft aangegeven voor een openbaar entrepot en er daarna over wil beschikken om ze een van de andere geoorloofde bestemmingen te geven, kan van de ontvanger vrijstelling van inslag verkrijgen".

Artikel 18.

De Franse tekst van het derde lid zou meer in overeenstemming zijn met de Nederlandse indien hij als volgt werd geredigeerd :

.../...

"Lors de l'enlèvement des marchandises, l'étiquette qui les concerne est retirée et conservée par l'agent magasinier".

De Nederlandse tekst zegt evenwel niet dat het etiket door de magazijnier wordt afgenomen en bewaard.

Artikel 19.

Volgens het tweede lid, zoals dat is geredigeerd, lijkt een machtiging van de ontvanger vereist te zijn "voor het overschrijven van goederen, met of zonder verandering van magazijn, op naam van een andere entrepositaris".

Artikel 24 van het ontwerp van zijn kant lijkt in de in artikel 19 voorgeschreven formaliteit niet meer te zien dan een "aangifte" tot overschrijving.

Er is dus tussen die twee bepalingen een gemis van overeenstemming dat weggewerkt dient te worden.

Overigens bepaalt artikel 22 van de wet van 20 februari 1978 :

"De in de openbare entrepots opgeslagen goederen kunnen, overeenkomstig de van kracht zijnde wetten, op naam van een derde worden overgeschreven.

De overschrijving wordt door de entrepothouder gedaan op eenvoudige verklaring en aanneming van de partijen".

.../...

De bepaling zou moeten worden herzien en de strekking ervan zou moeten worden verduidelijkt met inachtneming van deze opmerking.

Mocht de Regering het zo bedoelen dat voor het overschrijven geen machtiging vereist is, dan zou het tweede lid beter als volgt - en in twee alinea's - worden geredigeerd :

"Die ambtenaar verleent eveneens de machtigingen voor het overbrengen van de goederen van het ene magazijn naar het andere.

Ingeval een deel van de goederen op naam van een derde wordt overgeschreven, moet het overgedragen gedeelte van het overige gescheiden en afzonderlijk gestuwd worden".

Artikel 20.

Bij het derde lid is, voor zover het betrekking heeft op de machtigingen tot overschrijving, dezelfde opmerking te maken als bij artikel 19, tweede lid.

Onder hetzelfde voorbehoud als bij artikel 19 gemaakt is, wordt de volgende tekst voorgesteld :

"Artikel 20.

Een magazijnier wordt door de ontvanger belast met het houden van een handboekje voor het gehele entrepot of, indien het wegens het aantal of de grootte van de magazijnen nodig blijkt, voor slechts enkele van die magazijnen.

.../...

In dat handboekje worden aangetekend de inslag en de uitslag alsook de overbrengingen ingevolge overschrijvingen of ingevolge verandering van de stuwing of van de verpakking.

De documenten betreffende de inslag, de uitslag en de overschrijving alsook de machtigingen voor het overbrengen van de goederen van het ene magazijn naar het andere of voor het veranderen van de stuwing of van de verpakking, moeten aan het visum van de magazijnier worden onderworpen".

Artikel 21.

In het vierde lid leze men : "... en vermelden hun bevinding op ... De bevinding wordt overgeschreven op het dubbel van het register, waarna ...".

Artikel 22.

De eerste volzin kan beter als volgt worden geredigeerd :

"Bij inslag in het openbaar entrepot worden de goederen op de rekening ingeschreven op naam van de entrepositaris, met eventuele vermelding van de naam van zijn gemachtigde".

Artikel 24.

Op zicht van de "verklaring" bedoeld in artikel 22 van de wet van 20 februari 1978, doet de ontvanger de overschrijving.

.../...

Bij artikel 19 is reeds een opmerking gemaakt in verband met deze bepaling.

Het lijkt in ieder geval wenselijk melding te maken van de verklaring bedoeld in het aangehaalde artikel 22, tweede lid, van de wet van 20 februari 1978.

De volgende tekst wordt voorgesteld :

"Artikel 24.-

Op zicht van de verklaring, bedoeld in artikel 22, tweede lid, van de wet van 20 februari 1978, doet de ontvanger de overschrijving op de rekeningen en geeft hij een nieuw bewijs van ontvangst af na intrekking van het bewijs van ontvangst van de vorige entrepositaris.

Behelst de overschrijving slechts een gedeelte van de goederen, dan houdt de vorige entrepositaris zijn bewijs van ontvangst en vermeldt de ontvanger de overgeschreven hoeveelheid aan de ommezijde ervan".

Artikel 25.

In de Franse tekst van dit artikel moet worden gelezen :

"... des marchandises à la sortie, lesquels ...".

Artikel 28.

De inleidende volzin zou beter als volgt worden geredigeerd : "Van magazijnrechten zijn vrijgesteld : ".

.../...

De Franse tekst van 1° kan beter als volgt worden gelezen :

"1° les marchandises saisies du chef d'infractions pour lesquelles l'Administration des douanes et accises a l'initiative des poursuites".

Artikel 30.

In 3° en 4° schrijve men bij voorkeur "atteint ou non" in plaats van "atteint ou n'atteint pas".

Artikel 31.

In 3° is de formulering "afgestaan door tussenkomst van de douane" dubbelzinnig.

Naar aan de Raad van State is verklaard, wordt bedoeld een overdracht waarbij opgeslagen goederen overgeschreven zijn op naam van de verkrijger.

In dat geval zou beter worden gelezen :

"3° indien de goederen worden overgedragen en door de ontvanger overgeschreven, is de overdrager de magazijnrechten verschuldigd tot de laatste dag van de maand waarin de overdracht plaats heeft;".

De opmerking geldt ook voor artikel 34, § 1, 2°, a, en § 2.

.../...

Artikel 33.

In 1° zou beter worden gelezen :

"1° goederen aangegeven voor een openbaar entrepot ...".

Artikel 36.

In de Franse tekst vervange men het woord "erronément" door "indûment", dat beter overeenstemt met het Nederlandse "ten onrechte".

Artikel 40.

Deze bepaling zou beter als volgt worden geredigeerd :

"Artikel 40.-
De entrepositaris doet op de goederen etiketten aanbrengen en ziet toe dat die etiketten in goede staat blijven".

Artikel 41.

De volgende tekst wordt voorgesteld :

"Artikel 41.-
Artikel 21 is van toepassing op de particuliere entrepots".

.../...

Artikel 43.

Naar aan de Raad van State is medegedeeld, is de geadresseerde de entrepositaris. Men gebruike dan ook die term, die overigens overgenomen is uit artikel 5 van de wet van 20 februari 1978.

De volgende tekst wordt voorgesteld :

"Artikel 43.-
De entrepositaris erkent dat de goederen in het entrepot zijn ingeslagen en ondertekent daartoe een verklaring op het opslagdocument dat door de ontvanger wordt bewaard".

Artikel 47.

Dit artikel kan beter als volgt worden geredigeerd :

"Artikel 47.-
Artikel 43 is van toepassing op de fictieve entrepots".

Artikel 48.

Paragraaf 1 kan beter als volgt worden geredigeerd :

"Wat de tot verbruik bestemde goederen betreft mag de entrepositaris op het douanekantoor een aangifte voor het geheel indienen, uiterlijk de donderdag ... (voorts zoals in het ontwerp)".

.../...

Paragraaf 3 kan juister als volgt worden geredigeerd :

"§ 3. De aangifte voor het geheel moet alle nodige gegevens bevatten voor het afschrijven van de in het magazijnregister en in de entrepotrekening ingeschreven hoeveelheden".

Artikel 51.

Ter wille van de overeenstemming gebruike men in 2° de terminologie van het koninklijk besluit van 17 januari 1977 houdende vaststelling van de vergoedingen te heffen door de Regie der luchtwegen en van het ministerieel besluit van 14 april 1977 houdende aanwijzing van de douaneluchtvaartterreinen. Bijgevolg moet het woord "Zaventem" vervallen.

Artikel 54.

De opheffingsbepaling dient als volgt te worden geredigeerd :

"Artikel 54.-

Opgeheven worden :

1° het besluit van de souvereine vorst der Verenigde Nederlanden van 20 augustus 1814 houdende oprichting van een entrepot te Bergen;

2° het koninklijk besluit van 14 juli 1843 dat te Dendermonde een los-, betaal- en verificatiekantoor opricht voor de invoer van allerlei goederen over zee en rivieren;

.../...

3° het koninklijk besluit van 14 oktober 1843 dat de kantoren aanwijst voor het vervullen van de formaliteiten bij invoer, uitvoer en doorvoer over het spoorwegvak aan de Pruisische grens;

4° het koninklijk besluit van 7 juli 1847 houdende algemeen reglement op de dienst van de douane-entrepots, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 23 december 1879 en 14 februari 1901, bij het besluit van de Regent van 17 augustus 1948 en bij de koninklijke besluiten van 30 april 1952, 2 juli 1957, 4 juli 1958, 1 juli 1965, 4 augustus 1967, 12 januari 1970, 10 maart 1970, 30 mei 1974, 30 juni 1976 en 12 oktober 1976;

5° het koninklijk besluit van 7 september 1865 houdende oprichting van een openbare stapelplaats en van een tolkantoor te Namen;

6° het koninklijk besluit van 16 december 1872 dat betrekking heeft op de oprichting van een openbaar douane-entrepot te Verviers;

7° het koninklijk besluit van 27 januari 1884 houdende overdracht aan de controleur der douane te Antwerpen van bepaalde bevoegdheden die aan de entrepothouder van die plaats zijn verleend door het algemeen reglement van 7 juli 1847 op de dienst van de douane-entrepots;

8° het koninklijk besluit van 3 september 1888 houdende instelling van een openbaar stapelhuis en van een tolkantoor te Charleroi;

9° het koninklijk besluit van 2 oktober 1892 tot oprichting ener openbare stapelplaats en van een tolkantoor te Aalst;

10° het koninklijk besluit van 1 juni 1976 tot vaststelling van het maximum der magazijnrechten in de openbare entrepots".

De Raad van State meent bij dit voorstel twee aantekeningen te moeten maken :

1. Ter wille van de rechtszekerheid is het geraden alle hiervoren vermelde bepalingen uitdrukkelijk op te heffen, ook al kunnen sommige ervan worden geacht in strijd te zijn met het koninklijk besluit van 8 oktober 1900 en, bijgevolg, door dat besluit te zijn opgeheven.

2. Het is de Raad van State niet bekend of er nog koninklijke besluiten tot oprichting en inrichting van bepaalde entrepots van kracht zijn, die na dat van 2 oktober 1892 zijn vastgesteld.

La chambre était composée de

Messieurs : P. TAPIE, président de chambre,
de Heren : kamervoorzitter,

C. GREGOIRE, conseillers d'Etat,
Ch. HUBERLANT, staatsraden,

R. PIRSON, assesseurs de la section de législation,
C. DESCHAMPS, bijzitters van de afdeling wetgeving,

Madame : J. TRUYENS, greffier.
Mevrouw : griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. P. TAPIE.

Le rapport a été présenté par M. G. PIQUET, premier auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. TAPIE.

Het verslag werd uitgebracht door de H. G. PIQUET, eerste auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER, LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

J. TRUYENS. P. TAPIE.